

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-cout-de-l-energie-grand-oublie>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Le coût de l'énergie, grand oublié du pacte de compétitivité**

7 novembre 2012

Le coût de l'énergie, grand oublié du pacte de compétitivité

Réaction du facteur du Réseau sur la liste [rezo-actu] à l'article ci-dessous :

"Selon François Pouzeratte, associé du cabinet de conseil Eurogroup Consulting, cette situation prouve une fois de plus qu'il y a désormais deux tabous idéologiques autour du gaz de schiste et du nucléaire"

Il semble assez facile de parler de "tabous idéologiques" quand on n'a pas à assumer ses responsabilités financières sur les impacts sanitaires courants et futurs puisque ce sont encore et toujours les citoyens qui les règlent... et souvent deux fois : impacts sur leur santé et financièrement.

Source : Direct Matin

<https://www.directmatin.fr/politique/2012-11-07/le-cout-de-lenergie-grand-oublie-du-pacte-de-competitivite-213264>

Le coût de l'énergie, grand oublié du pacte de compétitivité



Photo
ci-dessus

La centrale nucléaire de Fessenheim, dans l'est de la France
[Sebastien Bozon / AFP/Archives]

Le coût de l'énergie est le grand oublié du pacte de compétitivité dévoilé mardi par le gouvernement, qui a enterré les propositions du rapport Gallois sur cette question pourtant cruciale pour les industriels, au grand regret des entreprises "électro-intensives".

M. Gallois n'a pas non plus caché sa déception, rappelant mercredi qu'on ne pouvait faire l'impasse sur ces questions.

"Il faut regarder tous les coûts des entreprises et pas uniquement le coût du travail (...), en particulier le coût de l'énergie. C'est un atout français et il faut le préserver", a-t-il martelé lors d'une audition au Sénat.

Dans son rapport remis lundi au gouvernement, **le commissaire général à l'investissement avait proposé trois grandes mesures pour préserver la compétitivité du pays en matière d'énergie.**

Il s'agissait de veiller à ce que le développement des énergies renouvelables ne renchérisse pas le coût de l'énergie pour les industriels, et de préserver l'atout économique que représente le parc nucléaire (qui produit une électricité bon marché), en laissant l'ASN décider des éventuelles fermetures de centrales uniquement sur des critères de sûreté.

Enfin, la recommandation la plus explosive, qui a été rejetée dès lundi par Matignon parce qu'elle avait déclenché l'ire des écologistes, consistait à mener des recherches sur les techniques d'exploitation des gaz de schiste.

Mais toutes ces propositions ont été enterrées sans autre forme de procès par le gouvernement. Il s'est contenté d'assurer que, "tout en engageant notre société dans une nécessaire transition de son modèle énergétique", il veillerait "à préserver l'avantage compétitif qu'il procure aujourd'hui à notre tissu productif", sans dire comment il y parviendrait.

Une fin de non-recevoir qui a suscité les regrets unanimes des entreprises grandes consommatrices d'énergie.

"Facteur essentiel de compétitivité"

L'Uniden, groupement des filières dites "électro-intensives" (comme l'acier, l'aluminium, le chlore...), c'est-à-dire dont l'énergie représente plus de 20% des coûts, a rappelé que face à une concurrence mondiale, "la maîtrise des coûts énergétiques est un facteur essentiel de compétitivité", et a réclamé des "mesures d'urgence", alors que "la compétitivité énergétique de la France est en recul", selon ses dires.

D'après les électro-intensifs, leurs usines représentent "50.000 emplois directs et 100 à 120.000 emplois indirects" dans l'Hexagone.

De même, l'Union des industries chimiques, par la voix de son président Philippe Goebel a regretté qu'"aucune des mesures annoncées par le gouvernement ne concerne l'énergie".

Une absence également déplorée par Martine Heulot, directeur environnement à la Fédération française de l'acier.

Le coût de l'énergie "est quelque chose de prépondérant dans les produits que nous fabriquons", a-t-elle rappelé à l'AFP. Or la France, en refusant d'affecter aux industriels une partie des recettes issues de la vente des quotas de CO2, "va pénaliser les secteurs électro-intensifs", quand l'Allemagne prend au contraire les dispositions "les plus favorables pour son industrie".

Selon François Pouzeratte, associé du cabinet de conseil Eurogroup Consulting, cette situation prouve une fois de plus qu'"il y a désormais deux tabous idéologiques autour du gaz de schiste et du nucléaire", qui viennent entraver de manière récurrente le dialogue entre l'industrie et le gouvernement.

Mais **"il n'y a pas d'industrie sans énergie, et l'énergie est une des conditions de la réindustrialisation"**, a-t-il déclaré à l'AFP, prévenant que ces questions ne manqueront pas de ressurgir lors du débat national sur la transition énergétique, qui devrait être lancé à la fin du mois.

Auteur AFP